

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/12/18/le-gouvernement-nous-a-oublies-des-milliers-de-sans-papiers-manifestent-en-france_6063904_3224.html

« Le gouvernement nous a oubliés » : des milliers de sans-papiers manifestent en France

Après des mobilisations en mai, juin et octobre, cette quatrième journée d'action a eu lieu dans une cinquantaine de villes. Les manifestants alertent sur la fragilité de leur situation, accentuée par la crise sanitaire.

Le Monde avec AFP



Des manifestants brandissent des bougies et des pancartes lors d'une manifestation pour la régularisation des sans-papiers, à l'occasion de la Journée internationale des migrants, le 18 décembre, à Paris. THOMAS COEX / AFP

A l'occasion de la journée internationale des migrants, vendredi 18 décembre, des milliers de sans-papiers ont manifesté en France pour réclamer leur régularisation, mettant en avant la situation des clandestins fragilisés par la crise sanitaire. Après celles de mai, juin et octobre, qui avaient réuni des milliers de personnes, cette quatrième journée de mobilisation a eu lieu dans une cinquantaine de villes, dont Bordeaux, Marseille ou Strasbourg.

A Paris, plus d'un millier de personnes, essentiellement originaires d'Afrique, ont défilé calmement entre 18 h 30 et 20 heures dans le centre de la capitale, encadrées par un important dispositif policier. « *Sans-papiers en danger* », « *L'effort national, c'est nous* », proclamaient notamment leurs banderoles, éclairées par des flambeaux allumés en mémoire des migrants morts en exil.

Lire aussi le reportage : [Vingt-quatre heures avec des travailleurs sans papiers, les « premiers de corvée »](#)

« On est là pour tous les sans-papiers de France. Pendant le Covid, c'est nous qui faisons tout le travail, qui avons nettoyé les hôpitaux, pendant que ceux qui ont le chômage partiel sont bien au chaud à la maison. Le gouvernement nous a oubliés », a déploré auprès de l'Agence France-Presse (AFP) Siby Ahamada, membre du collectif des sans-papiers de Montreuil.

Kanouté, un Malien de 25 ans, explique qu'il cumule deux emplois : l'un à la plonge dans un restaurant du 8^e arrondissement, sans être déclaré ; l'autre comme livreur à vélo, qu'il effectue en utilisant l'identité de quelqu'un d'autre. « On me donne un compte et je roule toute la nuit, et à la fin le mec me donne quelques euros. Pendant le confinement, on ne s'est pas arrêtés », explique-t-il, ajoutant : « Sans papiers, on ne peut pas vraiment démarrer notre vie » en France.

« Comme on n'a pas de papiers, les patrons profitent de nous, et quand ils veulent ils ne nous payent pas », explique un autre Malien, Lassana, 50 ans, qui vit clandestinement en France depuis dix-neuf ans et travaille dans le bâtiment « une semaine par ci, un jour par là, parfois juste pour 40 euros ». « On est là depuis longtemps, mais notre vie est bloquée. »

« Le sentiment d'injustice est tel pour ces gens, qui sont dans les métiers essentiels, que ce déni de droit est insupportable », a souligné Fernanda Marrucchelli, de la Fédération des associations de solidarité avec tous les immigrés (Fasti).

Lire aussi le reportage : [Pour les sans-papiers, le difficile accès à une régularisation](#)

La préfecture de police de Paris avait interdit une partie du défilé – l'arrivée du cortège devant la mairie – au motif de crainte de troubles à l'heure du couvre-feu anti-Covid-19 instauré à partir de 20 heures, dans ces quartiers très commerçants bondés à l'approche des fêtes de fin d'année.

« Nous, ce qu'on veut, ce sont des actes »

Les organisateurs avaient au départ laissé entendre qu'un nouveau campement pourrait malgré tout être constitué devant l'Hôtel de Ville à la fin de la manifestation, trois semaines après [le démantèlement musclé par les forces de l'ordre de tentes de migrants installées place de la République](#), lequel avait suscité une vive émotion. Ils se sont finalement ravisés face au dispositif policier massif déployé sur place, appelant à la dispersion « pour ne pas mettre les gens en danger ».

« L'indignation née place de la République, c'est quoi le résultat ? Les migrants sont toujours à la rue. Les indignations, c'est bien, nous, ce qu'on veut, ce sont des actes », a dénoncé Denis Godard, un des organisateurs de cette Marche des solidarités à l'appel de plus de 200 collectifs.

Les sans-papiers espèrent, par cette nouvelle journée de mobilisation, être mieux écoutés que lors des manifestations d'octobre, organisées au lendemain de l'assassinat du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty par un réfugié d'origine tchéchène converti aux thèses djihadistes.

Au cours de ces derniers mois, le dossier n'est pas resté au point mort : le gouvernement a donné à la mi-septembre instruction aux préfets de faciliter la naturalisation française des ressortissants étrangers mobilisés en première ligne durant l'épidémie.

Lire aussi le compte-rendu : [La régularisation des sans-papiers s'invite dans le débat politique](#)

Au début de novembre, l'entourage de la ministre déléguée à la citoyenneté, Marlène Schiappa, a fait savoir qu'une première série de 334 naturalisations était en cours. Une goutte d'eau, ont aussitôt jugé les associations, qui estiment que les naturalisations, réservées par définition aux étrangers en situation régulière, ne sont qu'une infime partie de l'équation. Le nombre de sans-papiers en France est estimé entre 300 000 et 600 000.

Le Monde avec AFP